

Bulletin d'histoire politique

Ivan Carel, Robert Comeau et Jean-Philippe Warren (dir.),
Violences politiques. Europe et Amériques 1960-1979, Montréal,
Lux, 2013, 336 p.

Pascale Dufour

B
H
P

Volume 22, Number 3, Spring-Summer 2014

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1024165ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1024165ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association québécoise d'histoire politique
VLB éditeur

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Dufour, P. (2014). Review of [Ivan Carel, Robert Comeau et Jean-Philippe Warren (dir.), *Violences politiques. Europe et Amériques 1960-1979*, Montréal, Lux, 2013, 336 p.] *Bulletin d'histoire politique*, 22(3), 326–328.
<https://doi.org/10.7202/1024165ar>

Ivan Carel, Robert Comeau et Jean-Philippe Warren (dir.), *Violences politiques. Europe et Amériques 1960-1979*, Montréal, Lux, 2013, 336 p.

PASCALE DUFOUR

Département de science politique, Université de Montréal

L'ouvrage collectif paru en 2013 chez Lux circonscrit la violence comme politique si celle-ci s'adresse à l'État, concerne l'État ou est exercée par l'État (p.21). Au fil des chapitres, les auteurs revisitent les violences politiques des années 1960 et 1970 au Québec, en proposant également des parallèles ou des comparaisons directes avec d'autres sociétés occidentales (par exemple les États-Unis, le Pérou, l'Allemagne de l'Ouest, l'Irlande). Les quinze chapitres sont organisés en 4 parties thématiques.

Il serait vain de vouloir résumer en quelques mots le foisonnement des contributions. Nous pouvons cependant brosser à grands traits les lignes directrices de chacune de ces parties, puis en discuter brièvement la pertinence, au regard de notre actualité récente d'une part, mais aussi de la littérature existante.

La première partie du livre est l'occasion de revenir sur la période tumultueuse de la gauche politique et protestataire des années qui ont précédé et suivi la crise d'octobre 1970. Au fil des chapitres, le lecteur comprend que la violence physique va, de manière transitoire, faire partie des formes d'actions possibles – voire nécessaires – d'actions politiques dans les milieux militants de gauche et d'extrême gauche, face à un pouvoir politique qui lui légitime la violence étatique face à la contestation. Il est intéressant de mettre en parallèle l'histoire qui est ici contée, c'est-à-dire l'histoire d'une trajectoire de radicalisation du militantisme progressiste et indépendantiste, avec celle décrite par Pierre Beaudet en 2008 (*On a raison de se révolter*, Écosociété), qui dépeint le même foisonnement d'idées et de volontés de changement, mais sans aborder directement la question de la violence. Autrement dit, le tournant des années 1970 au Québec est marqué de multiples expériences militantes dont le contenu et la teneur

vont fortement varier en fonction des personnes impliquées et des réseaux dans lesquels elles évoluent.

La deuxième partie du livre revient sur les contextes d'émergence de la violence. Que ce soit aux États-Unis (avec le Weather Underground et la Black Liberation Army), en Amérique latine ou dans l'industrie du taxi au Québec, de véritables organisations de combat se mettent sur pied qui possèdent une efficacité politique certaine. Plusieurs facteurs ont contribué selon les analyses présentées à l'adoption de répertoires violents d'action : la position sociale des rebelles, le type d'alliances possibles, l'idéologie révolutionnaire, le contexte politique spécifique, l'absence de médiation politique légitime du point de vue des combattants qui pousse les acteurs vers l'action directe, la difficulté de construire d'autres formes d'organisations alternatives.

La troisième partie traite des pratiques de la violence. La crise d'Octobre au Québec et le FLQ sont mis en parallèle avec des organisations semblables au Canada, en Allemagne (comme la Fraction Armée Rouge) ou en Irlande. Les différentes contributions discutent le rôle central des États dans l'émergence et l'usage de la violence par les groupes. C'est bien dans l'interaction répression étatique – action protestataire que se trouve les clefs du recours à la violence, même si cette relation n'est en rien mécanique (plus de répression ne conduisant pas forcément à plus ou moins de violence).

La dernière partie du livre aborde la question délicate de la sortie de la violence : comment et pourquoi rend-on les armes ? Quelles sont les conséquences à plus long terme de l'usage de la violence comme stratégie d'action politique ?

L'ouvrage *Violence politiques 1960-1979* vient utilement compléter notre connaissance collective de cette période historique charnière. Grâce à l'approche comparée développée, on note que le Québec n'est certainement pas un cas d'exception. Comme dans les autres démocraties représentatives, le phénomène des violences politiques y a (re)surgi au tournant des années 1970. Par ailleurs, les contributions font la démonstration (salutaire) que de multiples formes d'action politiques ont existé : de la violence à l'action politique institutionnelle en passant par la manifestation, les répertoires tactiques sont multiples pour les réseaux formels ou non, les groupes communautaires, les partis politiques. Il apparaît du coup raisonnable de penser qu'une situation semblable prévaut aujourd'hui.

On peut cependant regretter que la conclusion de l'ouvrage ne présente pas une discussion plus serrée des principales thèses des auteurs. En effet, à la lecture de cet ouvrage, on apprend :

1) Que la violence politique, militante et étatique, n'est pas nouvelle, même pas au Québec. Il s'agit d'une première contribution majeure de

l'ouvrage en ces temps troubles où les Black blocs sont la cible de tous les fantasmes ;

2) Que l'usage de la violence militante ne peut se comprendre sans la resituer dans son contexte : le rapport à l'État (et la violence possible de l'État) est ici central. Si on applique ce premier niveau de lecture au printemps 2012 au Québec, on ne peut pas penser la violence manifestante (très rare au vu du nombre de manifestations enregistrées) sans penser en même temps la violence non seulement policière (la répression), mais également gouvernementale (absence de négociation, par exemple) ;

3) L'action militante violente peut être efficace parce qu'elle change radicalement les conditions de l'action. Cette constatation est encore valable aujourd'hui.

4) L'action militante violente surgit généralement dans des contextes où la médiation politique est absente. Sans autres canaux de représentation des intérêts, ce sont souvent les actions directes qui sont utilisées et celles-ci sont parfois violentes. La majorité des analystes des émeutes suivent cette conclusion.

5) Le problème, au niveau de la compréhension de l'engagement militant n'est pas tellement qu'on adopte des comportements violents (les premiers chapitres montrent que cette utilisation comporte plusieurs rationalités suivant les personnes, les collectifs et les contextes), mais plutôt qu'il est difficile d'en sortir ou que les effets sont multiples sur les parcours et trajectoires d'engagement.

La lecture de cet ouvrage est donc très instructive, même si souvent les fils devront être tirés par le lecteur lui-même. Pour finir, mentionnons qu'il aurait été fort utile que les outils d'analyse développés en sociologie politique sur la violence politique soient davantage mobilisés, à la fois dans certains chapitres et en introduction et conclusion du livre. Ils auraient permis de pousser d'un cran la réflexion à propos de la violence politique en s'adressant à une littérature riche et en pleine expansion.